

Séminaire international des mouvements sociaux, Bruxelles 28 sept. / 1^{er} oct. 2006 : une synthèse

jeudi 5 octobre 2006, par [Assemblée des mouvements](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2006).

Un séminaire international des mouvements sociaux s'est tenu à Bruxelles les 28 septembre-1^{er} octobre 2006. Le texte ci-dessous offre une synthèse des discussions.

Cette synthèse ne se veut ni un catalogue des idées entendues ni un projet de texte de référence. Tout simplement nous avons tenté de donner une cohérence à ces idées pour faciliter le débat à cette étape de nos travaux en partant de ce qui a été dit.

Les mouvements sociaux sont aujourd'hui confrontés à une nouvelle étape de l'offensive du système capitaliste dans sa phase néolibérale. Cette période se caractérise avant tout par l'instauration d'un état de guerre globale permanente. Cette guerre prend la forme, pour la majeure partie de l'humanité d'une guerre de recolonisation. Sous couvert de 'lutte contre le terrorisme', cet état de guerre vise avant tout au contrôle des ressources naturelles par le pillage des peuples du monde entier. Les projets états-uniens de Grand Moyen Orient ou en Amérique du Sud en sont les aspects les plus visibles. Mais ils ne sauraient cacher les guerres 'oubliées' menées sur les continents africain ou asiatique. L'expansion sioniste s'intègre dans cette volonté de mise sous contrôle de la planète entière.

Les mobilisations des mouvements sociaux contre cet état de guerre permanent incluent la définition de nouvelles solidarités internationales avec les peuples qui résistent. La nature de certaines résistances nous interroge, en particulier en fonction des valeurs que nous partageons. C'est un débat que nous devons mener ouvertement.

Mais la violence du système prend d'autres formes que la guerre ouverte contre les 'peuples rebelles' au credo néolibéral. La répression des mouvements sociaux, la restriction des droits fondamentaux sont une autre arme pour casser ces mêmes résistances. Les occupations militaires, la mise en place de bases étrangères sont une atteinte ouverte à la souveraineté des populations et à leur volonté d'émancipation de la domination impériale.

Les déplacements forcés de population, les expropriations, autres formes de violence, sont les conséquences de la volonté de marchandiser la terre, l'eau et les autres ressources naturelles. Cet état de guerre s'étend à l'ensemble de la société, les violences deviennent la forme naturelle de l'oppression. Les femmes en sont les premières victimes.

La planète elle-même subit les conséquences de cette fuite en avant du système. La recherche du profit maximal le plus rapide met en danger, par le changement climatique, la pollution... met en crises les équilibres naturels.

Cette violence s'étend également à tous les niveaux de la vie sociale. Le refus de la privatisation des

ressources naturelles, au bénéfice des transnationales est assimilé au terrorisme. En remettant en cause la souveraineté des peuples, l'utilisation et le partage de leurs richesses naturelles ou produites, ce sont les bases mêmes de la démocratie que l'on sape. Les dictatures, la corruption se nourrissent de cette situation. Les droits élémentaires sont niés aux victimes que sont les classes productives, travailleurs formels ou informels, petits paysans, etc ... Les populations les plus pauvres se voient encore davantage précarisées, au Nord comme au Sud. Des milliards de personnes se voient privées des biens communs élémentaires que sont l'éducation, la santé, le droit au logement...

L'exigence de la souveraineté alimentaire est une réponse des organisations paysannes, de pêcheurs et de l'ensemble des populations visant à satisfaire leurs besoins en toute autonomie vis-à-vis du marché mondial.

Les populations victimes de ces politiques, des conflits qui y sont liés sont souvent contraintes de fuir leur pays. A l'heure de la libre circulation des capitaux, la défense des droits des migrants, des réfugiés du néolibéralisme et de l'oppression, des femmes qui fuient les mariages forcés ou les mutilations sexuelles est une tâche élémentaire des mouvements sociaux que nous sommes.

Le patriarcat se trouve renforcé par le système économique dominant. Le trafic des enfants, la prostitution sont une preuve supplémentaire de la marchandisation de tous les aspects de la vie. La situation des femmes au travail se voit aussi aggravée, en particulier dans les zones franches où elles représentent la plus grande part d'une main d'œuvre sans droits.

Nos ennemis directs sont clairement identifiés. Le G8 tout d'abord, mais aussi la Banque mondiale et le FMI qui imposent des politiques qui sont les vecteurs de cette recolonisation. La dette imposée par ces institutions permet non seulement de permettre la privatisation des richesses du monde entier, mais aussi le transfert des richesses produites au Sud vers les classes dominantes majoritairement basées au Nord.

L'OMC et les accords bilatéraux aggravent encore cette situation, les APE par exemple. Que ce soit pour l'agriculture, le travail, l'environnement, la propriété intellectuelle, les migrations, la libéralisation des services, un cadre s'impose aux peuples du monde entier. Les Etats eux-mêmes impulsent ces politiques, ou les appliquent.

L'enjeu pour les mouvements sociaux est de permettre la convergence des mobilisations globales contre ces ennemis, tant dans les pays en voie de développement que dans les pays développés dont les populations subissent les effets de ces mêmes politiques.

Enfin les producteurs que ce soit dans l'économie formelle ou informelle voient leurs droits se restreindre au nom de la compétitivité et de la concurrence. Faire baisser le coût du travail devient une des priorités du capitalisme financier. Que ce soit par les réformes des politiques sociales, la généralisation des zones franches, les délocalisations, les travailleurs se voient soumis eux aussi à la concurrence.

Ce tableau ne doit pas masquer les difficultés que le système connaît pour réaliser ses objectifs. Son projet a connu des échecs significatifs dus aux résistances populaires. La guerre au Liban, le blocage du mécanisme de négociation à L'OMC, la résistance de la jeunesse française contre la précarisation de l'emploi, montrent notamment qu'il est possible de contrecarrer ses plans.

Mais notre plus grande victoire est d'avoir détruit l'évidence qu'il n'y aurait pas d'alternative possible. La 'pensée unique' a été remise en cause, la légitimité même du système dominant se pose à une échelle de masse.

L'Assemblée des Mouvements sociaux et ses objectifs

L'Assemblée s'est développée en lien avec le Forum social mondial, mais elle s'en distingue par le fait d'être un espace ouvert pour construire des agendas communs. Il s'agit d'un groupe de divers mouvements ayant des objectifs régionaux et nationaux spécifiques, mais qui ensemble veulent lutter à l'échelle mondiale contre le capitalisme dans sa phase néolibérale, impérialiste et militaire (guerre globale et permanente), contre le racisme et contre le patriarcat. Il se veut un espace ouvert à tous ceux et toutes celles qui luttent, dans leur diversité.

En même temps, il veut donner un contenu au « Un autre monde est possible » en proposant des alternatives qui expriment un modèle de développement et de vie commune différent, basé sur les besoins et les aspirations des populations et le respect des ressources naturelles. Quel autre commerce voulons nous ? quelles relations individuelles et collectives entre les hommes et les femmes ? entre les peuples ? Nous devons donner un contenu concret à ces questions en partant de la primauté des droits pour tous, des biens communs de l'humanité, en partant des acquis des luttes sociales elles-mêmes. L'Assemblée n'est pas la seule initiative existante et les mouvements concernés ne représentent ni l'ensemble des régions géographiques, ni tous les secteurs de lutte, notamment des premiers intéressés, mais sa réalité constitue un acquis dans la volonté de rassemblement et d'extension.

La constitution d'acteurs communs est un processus destiné à briser l'isolement des luttes, à accumuler des forces et à créer des articulations. Elle permet l'identification de l'ennemi commun et de préciser les mécanismes multiples de l'exploitation et de la soumission. En effet, l'Assemblée est aussi un espace de débats et d'échanges sur la conjoncture internationale, sur les rapports avec les partis politiques et les gouvernements de gauche, sur le caractère et le dialogue avec les résistances, afin d'arriver, dans le respect des autonomies, à définir des axes de travail communs, des accords, des agendas, des calendriers et des campagnes concertées. Un tel processus se doit de respecter le rythme de la constitution des acteurs collectifs, sous peine de paralyser cette dernière ou de déconcerter les militants de base. Il s'agira aussi de produire un agenda propre, indépendant de celui des institutions du monde capitaliste.

La méthode de travail s'inscrit nécessairement dans l'esprit de ces orientations, c'est-à-dire dans la clarté des objectifs et la démocratie. Elle est destinée à créer l'espace public de l'Assemblée. *A cet effet les propositions suivantes ont été avancées sans figer le processus :*

- Constitution d'un groupe de suivi et de facilitation, constitué des réseaux et organisations qui ont initié ce séminaire et, sans délai précis, en fonction des rythmes, étendu aux régions ou continents.

Le mandat de ce groupe est :

- de s'assurer de la diffusion du rapport de cette réunion en plusieurs langues
- la préparation du FSM de Nairobi. En particulier quand au contenu du quatrième jour dédié aux campagnes. L'assemblée des mouvements sociaux doit permettre la convergence des campagnes et mouvements et projeter ce que seraient les points politiques fondamentaux qui sont à débattre.
- la diffusion du calendrier des actions.
- Création d'outils de communication (site web)

D'autres propositions ont été faites qui restent à approfondir :

- Une journée d'action globale, donnant une visibilité à notre projet commun.
- A terme réfléchir à un document de référence à partir de nos avancées collectives.

Participants aux séminaire

Alianza Social Continental

Alternative Information Jerusalem/ Betlehem

Anti Globalisation Activists Group in Syria

Anti-Apartheid Wall Campaign-Stop the Wall Palestine

APPASH-CADTM Brazzaville

ARCI Italy

Askapena

Basque Left Movement

ATTAC Germany

ATTAC Japan

ATTAC Maroc

ATTAC Vlaanderen/ Belgique

CADD-Bénin

CADTM

CADTM France

CADTM-Belgique

Censat Agua Viva REDLAR

Centro de estudios europeos-Cuba

CIDAC - Centro de Intervencao para o Desenvolvimento Amilcar Cabral

CLACSO Argentine

CMT-WCL

COBAS

Collectif 18 octobre Tunisie

Comité Splintex

COMPA/CADA/No Bases

Confederation paysanne CPE-Via Campesina

CUT Brasil

DAWN

EHNE-CPE-Via Campesina

ELA-Colect. ANITZA

Endyl- European Network of democratic Young left

ESK-Colect ANITZA

Europe solidaire sans frontières (ESSF), France

European March Against Unemployment

Federation Indonesian peasant Union (FSPI)

Fiom-Italy

FNDP/Côte D'Ivoire

Focus on the global south

Forum mondial des alternatives

Forum Social Lémanique

FSU

Globalize Resistance

Grassroots Global Justice

ICFTU/Belgium

IGTN-INT Gender and Trade Network

IWC-ISF-CITU INDIA

Jubilee South

Marche mondiale des femmes

Marches européennes contre le chômage et la précarité

MIB

Minga Informativa Movimientos-Sociales + ALAI

Movimiento Boliviano por la Soberania y la Integracion Solidaria de los Pueblos contra el TLC y el ALCA

MST/ Via Campesina

NAD

Nouvelle alternative pour le développement

National Alliance of People's Movements(NAPM), India

NCEC/KSF

No Vox

OCLAE

PAPDA-HAITI

JSA/COMPA/APC/CADTM

Pakistan Social Forum

Party of the european left

People's Health Movement

Poor People's Economic Human Rights Campaign-USA

Réseau National Dette et Développement (RNDD-Niger)

Russian Social Forum

Left Front of Russia

Union of Coordination protest Committees

Social Movement « Alternatives », Social Movement « Education for Everybody »

Solidarité nouvelles

Transnational Institute (TNI)

UDEP/Belgique

Union Syndicale Solidaires France

URFIG

Via Campesina

Via Campesina Europe

Via Campesina Madagascar

WIDE

Wide Network Women in development

WSF 2006 Karachi